Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Programme alimentaire mondial

R A P P O R T S P É C I A L

MISSION CONJOINTE DU FAO/PAM POUR L'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE AU SOUDAN DU SUD

6 mai 2015

I4569F

Déni

Le présent rapport a été établi par Mario Zappacosta et William Ian Robinson pour la FAO et Rogério Bonifácio pour le PAM, sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM, à partir d'informations officielles et officieuses. De plus, les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, aucune prise de position quant au statut juridique ou au niveau de développement des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

Shukri Ahmed
Économiste principal, EST-SMIAR
Division du commerce international et des marchés, FAO
Mél: giews1@fao.org

Valerie Guarnieri
Directeur régional
Afrique orientale et centrale
RBN/PAM
Mél: valerie.guarnieri@wfp.org

© FAO 2015

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

Veuillez noter que le présent rapport spécial peut être obtenu sur l'Internet dans le site Web de la FAO aux adresses URL ci-après: www.fao.org http://www.fao.org/giews/ et http://www.wfp.org/food-security/reports/CFSAM

Les alertes spéciales et les rapports spéciaux peuvent aussi être reçus automatiquement par courrier électronique dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un courrier électronique à la liste électronique de la FAO à l'adresse suivante: mailserv@mailserv.fao.org sans remplir la rubrique sujet, avec le message ci-après:

subscribe SMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message:

unsubscribe SMIARAlertes-L

FAITS SAILLANTS

- En 2014, les précipitations généralement favorables et l'absence de maladies et de ravageurs ont favorisé la production céréalière des première et deuxième campagnes dans le secteur traditionnel.
- En dépit d'un recul important de la superficie céréalière récoltée dans les États touchés par le conflit, la production nette de céréales est estimée à environ un million de tonnes en 2014, soit environ 13 pour cent de plus que le volume de l'année précédente.
- L'adoption d'une méthode d'évaluation améliorée a permis de recueillir des données plus fiables sur les rendements, en particulier pour la première campagne dans les zones à régime pluviométrique bimodal.
- L'état du bétail est globalement bon grâce aux disponibilités suffisantes de parcours et d'eau. Toutefois, les déplacements inhabituels du bétail dus au conflit ou à l'insécurité, qui ont donné lieu à une concentration d'animaux dans quelques zones, laissent craindre des flambées épidémiques, un moindre accès aux ressources et un accroissement des tensions entre pasteurs et agriculteurs.
- Dans la plupart des zones touchées par le conflit, le fonctionnement des marchés a été très compromis en 2014 et, en dépit de la reprise récente de certaines activités commerciales, les prix alimentaires locaux restent en général élevés du fait de l'insécurité, des lourdes taxes formelles et informelles, des barrages routiers, des postes de contrôle et des pénuries de carburant.
- Dans les zones épargnées par le conflit, les prix des aliments ont atteint un sommet en janvier lorsque les troubles ont éclaté, mais ils ont vite baissé grâce à la reprise des importations, aux livraisons d'aide alimentaire et à l'arrivée des récoltes issues des première et deuxième campagnes sur les marchés locaux.
- Avec une population qui devrait s'élever à 11,4 millions environ à la mi-2015, soit 500 000 personnes de moins que le chiffre estimé à la mi-2014 en raison du nombre des réfugiés qui ont fui le pays, le déficit céréalier total jusqu'à la prochaine récolte à la fin 2015 est estimé à près de 249 000 tonnes, soit quelque 150 000 tonnes de moins que l'estimation révisée pour 2014.
- Avant le début du conflit à la fin 2013, la sécurité alimentaire s'était considérablement améliorée au Soudan du Sud. Toutefois, à la fin 2014, environ 38,3 pour cent de la population était considérée en situation d'insécurité alimentaire, contre 33,4 pour cent à la fin 2013, et le taux d'insécurité alimentaire grave est passé de 3,4 pour cent en 2013 à 6 pour cent.
- Au début de 2014, à l'époque où le conflit était le plus intense et le plus étendu, l'insécurité alimentaire a atteint des niveaux record dans tout le pays, y compris dans la ceinture verte où elle est habituellement inconnue.
- En dépit des améliorations notables enregistrées au début 2015 par rapport à un an auparavant, de graves préoccupations subsistent pour le reste de l'année. Les zones touchées par le conflit ont enregistré de lourdes pertes céréalières dans un contexte de paralysie des marchés. Bon nombre des personnes déplacées resteront tributaires de l'aide alimentaire et, dans une bien moindre mesure, des disponibilités commerciales. L'insécurité alimentaire demeure élevée dans les États voisins des zones touchées par le conflit.
- À moins d'une nette amélioration du fonctionnement des marchés et des approvisionnements de produits alimentaires en 2015, la reprise restera fragile, car l'agriculture du Soudan du Sud demeure très vulnérable aux mauvaises conditions météorologiques.
- En 2015, le PAM a l'intention d'apporter une aide à 3 millions de personnes en fournissant un peu mois de 261 000 tonnes de nourriture; bien qu'une large composante (1,4 million) vise les personnes directement touchées par le conflit, l'assistance du PAM sera également axée sur l'alimentation dans les écoles, les interventions nutritionnelles et les programmes vivres-contre-actifs.
- La FAO a l'intention de soutenir en 2015 les moyens de subsistance et la production vivrière d'environ 477 000 ménages par le biais de la distribution de semences, d'outils, de matériel de pêche, d'intrants pour le traitement après-récolte et la commercialisation ainsi que pour la protection des ressources de l'élevage.

VUE D'ENSEMBLE

Une mission conjointe du FAO/PAM pour l'évaluation des récoltes et de la sécurité alimentaire s'est rendue au Soudan du Sud du 2 au 14 février 2015 afin d'y estimer la production céréalière de 2014 et d'évaluer la situation globale de la sécurité alimentaire. Elle a examiné les conclusions de huit missions d'évaluation

effectuées à l'époque de la récolte dans différentes zones agro-écologiques du pays, dans neuf États[1], entre août 2014 et janvier 2015. Toutes ces évaluations ont été menées par des équipes spéciales composées d'agronomes du Ministère de l'agriculture, des forêts, du tourisme, des ressources animales, des pêches, des coopératives et du développement rural (MAFCRD), de l'Office national des statistiques, des ministères de l'agriculture de l'Équatoria central/occidental et du personnel de la FAO au Soudan du Sud. Un observateur du Centre commun de recherche de l'Union européenne s'est joint à l'une des missions. Avant l'évaluation des récoltes, les responsables de chaque équipe spéciale, sélectionnés en fonction de leur comportement professionnel sur le terrain au cours des années précédentes, se sont regroupés à l'occasion de trois missions, effectuées de mars à juillet, pour recueillir des renseignements et des données à l'époque des semis.

Au cours des missions d'évaluation des récoltes, qui ont englobé 46 comtés de neuf États, les équipes ont réalisé 466 transects par véhicule dans des zones agricoles. Conformément au mode opératoire normalisé de l'outil d'évaluation graphique, elles ont enregistré environ 90 000 estimations ponctuelles du rendement des cultures au stade de végétation et effectué 670 études de cas en interrogeant des agriculteurs. Les renseignements ainsi obtenus ont été recoupés au cours d'entretiens avec 80 informateurs clés, à savoir hauts fonctionnaires des ministères de l'agriculture des États, responsables au niveau du comté et du district (*payam*) ainsi que personnel d'ONG, de banques agricoles et d'institutions internationales basées sur le terrain. Les conditions de végétation signalées lors des études de cas et des entretiens ont été comparées avec les données météorologiques obtenues par télédétection.

À Juba, la mission conjointe FAO/PAM a tenu des consultations avec le MAFCRD, le Conseil national de la sécurité alimentaire, le Ministère des finances et de la planification économique, l'Office national des statistiques, la Banque du Soudan du Sud, la Banque agricole du Soudan du Sud, la Banque mondiale, la Commission européenne, l'USAID/FEWSNet, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ainsi qu'avec le personnel de la FAO et du PAM sur le terrain. Les prix des céréales et du bétail sur les principaux marchés ont été analysés à l'aide des bases de données de la FAO et du PAM sur les prix.

Cette année, l'impact le plus important sur la production a été le conflit qui a éclaté en décembre et qui, du fait des violences, des destructions et des déplacements de population, a perturbé les activités dans les zones agricoles des États de l'Unité, du Jonglei et du Haut-Nil. La persistance du conflit et les risques de troubles ont empêché l'équipe spéciale de se rendre dans l'État de l'Unité et considérablement réduit l'accès à certains endroits des États du Jonglei et du Haut-Nil; les estimations pour ces zones sont donc fondées sur des sources secondaires, des extrapolations à partir de pays voisins et des évaluations effectuées dans le passé par des missions conjointes FAO/PAM au cours d'années présentant un régime pluviométrique similaire.

Dans l'ensemble, les conditions de croissance des cultures ont été meilleures en 2014 qu'en 2013. Suite à l'arrivée précoce des pluies dans tout le pays, la pluviométrie a été analogue ou à peine inférieure à la moyenne à log terme pour la plupart des décades jusqu'à décembre. Les précipitations ont été bien réparties pendant la campagne, et de brefs épisodes de sécheresse ont permis d'accéder à la plupart des régions, mais ils n'ont pas rendu nécessaire de réensemencer ni compromis le remplissage du grain plus tard dans la campagne. Dans les zones exposées aux inondations, les pluies plus abondantes sont tombées après la récolte de la campagne principale, causant un recul négligeable des superficies ensemencées.

L'incidence des ravageurs et des maladies a été faible dans toutes les zones et aucune infestation de migrateurs nuisibles n'a été signalée. En dehors des zones de conflit, l'ordre public a été régulièrement troublé par des heurts entre les communautés et à l'intérieur d'entre elles en certains endroits des États des Lacs, de Warrap et du Bahr el-Ghazal de l'Ouest, ce qui a perturbé les activités tout au long de l'année et diminué ainsi les chances de tirer le meilleur parti du potentiel agricole du pays.

S'agissant du secteur traditionnel, selon les estimations, la superficie céréalière récoltée en 2014 aurait diminué de 10 pour cent par rapport aux estimations révisées de 2013 (un million d'hectares), ce qui porte la

[1] Aucune évaluation n'a été effectuée dans l'État de l'Unité en raison de la grande insécurité due au conflit. À l'aide de transects exhaustifs et d'études de cas, les équipes spéciales ont évalué les résultats des première et deuxième campagnes dans l'Équatoria occidental et central et une partie de l'Équatoria oriental; les cultures de la campagne principale dans les États de Bahr el-Ghazal du Nord et de l'Ouest et de Warrap; le sorgho à maturation lente dans les États des Lacs et de Bahr el-Ghazal de l'Ouest; procédé à des vérifications ponctuelles de la production dans quatre endroits accessibles des États du Jonglei et du Haut-Nil.

superficie céréalière moyenne par ménage à 0,87 hectare. La superficie récoltée a considérablement reculé dans les trois États touchés par le conflit, perdant 57 pour cent dans l'État du Haut-Nil et 73 pour cent dans les États de l'Unité et du Jonglei, où aucune culture céréalière n'aurait été faite dans sept comtés en raison de la forte insécurité. Le rendement céréalier moyen est estimé à 1,25 tonne/ha, soit une augmentation de 30 pour cent par rapport à 2013, où il était de 0,96 tonne/ha. Cette augmentation tient aux bonnes conditions météorologiques, mais aussi à l'adoption en 2014 d'une méthode d'évaluation améliorée qui a permis des estimations plus exactes, notamment en ce qui concerne les récoltes de la première campagne dans les zones à régime pluviométrique bimodal.

Dans le secteur traditionnel, la production céréalière nette de 2014, après déduction des pertes après-récolte et de l'utilisation des semences, est estimée à un peu plus d'un million de tonnes, soit environ 17,3 pour cent de plus que l'estimation révisée de 2013, qui s'établissait à 865 000 tonnes. Avec une population qui devrait atteindre environ 11,4 millions (y compris environ 500 000 personnes qui ont fui le pays en 2104 à cause du conflit), dont la consommation céréalière individuelle est de 110 kg par an, les besoins en céréales pour 2015 sont estimés à 1,3 million de tonnes environ. Ainsi, le déficit céréalier global pour la campagne commerciale de 2015 est estimé à près de 249 000 tonnes. La production céréalière nette du secteur mécanisé de l'État du Haut-Nil est provisoirement estimée à 43 500 tonnes, soit un faible chiffre imputable au recul de la superficie ensemencée et à l'arrivée tardive des pluies. Bien qu'une partie du sorgho produit par les agricultures au Soudan devrait être commercialisée de l'autre côté de la frontière, un certain volume sera probablement mis sur les marchés intérieurs, ce qui permettra des achats locaux.

Les flux commerciaux ont été fortement perturbés dans les zones les plus touchées par le conflit au début de 2014. Même si la situation s'est améliorée récemment en certains endroits, les prix des aliments sur la plupart des marchés locaux de la région du Nil supérieur demeurent en général élevés du fait de l'insécurité, des lourdes taxes formelles et informelles, des barrages routiers, des postes de contrôle et des pénuries de carburant. Dans la plupart des zones épargnées par le conflit, en particulier à Juba, les prix des aliments ont grimpé soudainement en janvier en réaction au début des hostilités, pour baisser rapidement avec la reprise des importations, les livraisons d'aide alimentaire et la commercialisation des récoltes issues de la première et de la deuxième campagnes.

Compte tenu de la Classification de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire, la FAO a l'intention de soutenir les moyens de subsistance et la production vivrière d'environ 477 000 ménages (plus de 2,8 millions de personnes) par le biais de la distribution de semences agricoles/potagères, d'outils agricoles, de matériel de pêche, d'intrants pour le traitement après-récolte et la commercialisation ainsi que pour la protection des ressources de l'élevage.

Le conflit et ses répercussions ont suspendu la tendance à l'amélioration de la sécurité alimentaire. À la fin 2013, juste avant que le conflit éclate, l'insécurité alimentaire au Soudan du Sud était tombée au plus bas dans les annales. Un an plus tard, elle était de nouveau en hausse, même si cette augmentation n' a pas été aussi forte que l'on pouvait s'y attendre. En octobre 2014, 38,3 pour cent de la population était en proie à l'insécurité alimentaire (contre 33,4 pour cent à la fin 2013), l'insécurité alimentaire grave étant passée de 3,4 pour cent à 6 pour cent. Toutefois, le pire a été évité grâce à l'aide humanitaire soutenue et généralisée et à des conditions propices au développement des cultures. Au début de 2014, à l'époque où le conflit était le plus intense et le plus étendu, l'insécurité alimentaire a atteint des niveaux record dans tout le pays, y compris dans la ceinture verte où elle est habituellement inconnue. Dans la région du Nil supérieur, l'insécurité alimentaire grave a atteint des sommets en février 2014, à savoir 30 à 40 pour cent.

Les ménages locaux continuent de s'approvisionner en céréales de base essentiellement sur les marchés, sauf à l'époque des récoltes dans les régions les plus productives. L'impact du conflit sur l'infrastructure de commercialisation et les voies commerciales a entraîné une forte diminution de la contribution des marchés à l'approvisionnement des ménages en céréales de base, en particulier dans la région du Nil supérieur. Ce ralentissement a été comblé par la production propre, qui a augmenté dans tout le pays, et par l'aide alimentaire (dans les États touchés par le conflit uniquement); ainsi, dans la région du Nil supérieur, 25 à 50 pour cent des ménages ont indiqué que l'aide alimentaire était leur principale source de sorgho en juin et octobre 2104. Les problèmes d'approvisionnement sur les marchés ont entraîné à la mi-2014 une augmentation du nombre de ménages pour lesquels les dépenses de nourriture atteignaient des niveaux record, bien qu'une normalisation des prix et la bonne récolte aient fait baisser ce pourcentage, qui s'établissait à la fin 2014 à 25 pour cent, soit un bas niveau sans précédent.

En dépit d'améliorations notables au premier semestre 2014, les perspectives concernant la sécurité alimentaire restent préoccupantes en 2015. Même si les ménages situés dans des zones épargnées par le conflit ont des stocks plus importants grâce aux bonnes récoltes de 2014, les États voisins des zones de

conflit continuent d'enregistrer un taux élevé d'insécurité alimentaire. Un grand nombre de personnes déplacées seront fortement tributaires de l'aide alimentaire et des disponibilités sur les marchés. Alors que le Soudan du Sud demeure très vulnérable aux mauvaises conditions météorologiques, si le fonctionnement des marchés ne s'améliore pas en 2015, la reprise restera fragile et continuera de dépendre de bonnes précipitations pendant la campagne.

En 2015, le PAM a l'intention d'apporter une aide à 3 millions de personnes en fournissant un peu mois de 261 000 tonnes de nourriture; bien qu'une large composante (1,4 million) vise les personnes directement touchées par le conflit, l'assistance du PAM sera également axée sur l'alimentation dans les écoles, les interventions nutritionnelles et les programmes vivres-contre-actifs.